



**HAL**  
open science

Document de Recherche du Laboratoire d'Économie  
d'Orléans "HISTORIOGRAPHIE DE  
L'ENDETTEMENT DES PAYS EN  
DEVELOPPEMENT : SPECIFICITE DES PAYS DE  
L'UEMOA"

Armelle Beah

► To cite this version:

Armelle Beah. Document de Recherche du Laboratoire d'Économie d'Orléans "HISTORIOGRAPHIE DE L'ENDETTEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT : SPECIFICITE DES PAYS DE L'UEMOA". 2015. halshs-01252538

**HAL Id: halshs-01252538**

**<https://shs.hal.science/halshs-01252538v1>**

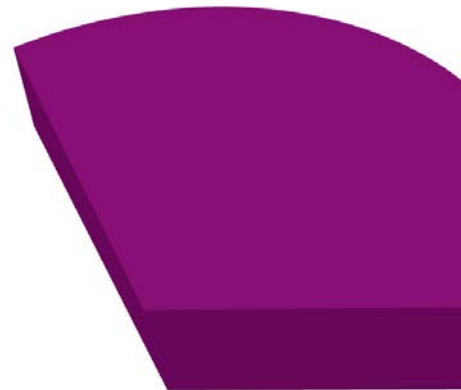
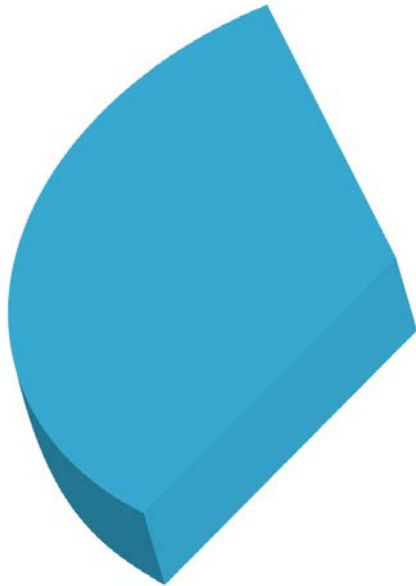
Preprint submitted on 7 Jan 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Document de Recherche du Laboratoire d'Économie d'Orléans**

**DR LEO 2015-22**



**Historiographie de l'Endettement  
des pays en développement :  
spécificité des pays de l'UEMOA**

**Armelle BEAH**



# UNIVERSITE D'ORLEANS

## Laboratoire d'Economie d'Orléans

Univ. Orléans, CNRS, LEO, UMR 7322, F-45067, Orléans, France

### HISTORIOGRAPHIE DE L'ENDETTEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT : SPECIFICITE DES PAYS DE L'UEMOA

BEAH Armelle\*

Cet article présente les différents aspects de l'évolution de l'endettement extérieur des pays en développement dans leur globalité, en mettant l'accent sur le cas spécifique des pays de l'UEMOA. Il détaille l'évolution et la composition de la dette de ces pays, ainsi que les causes de l'endettement massif au sein de ladite Union.

01/06/2015

Docteur en Economie.  
Email : [evybarmelle@yahoo.fr](mailto:evybarmelle@yahoo.fr)

## **Résumé**

Au milieu des années 80, les difficultés de trésorerie face aux besoins de financements grandissants ont astreint les Etats de l'UEMOA à recourir massivement aux sources de financements extérieurs, entraînant ainsi une augmentation du rapport de la dette publique au PIB. Cet article présente les différents aspects de l'évolution de l'endettement extérieur des pays en développement dans leur globalité, en mettant l'accent sur le cas spécifique des pays de l'UEMOA. Il détaille l'évolution et la composition de la dette de ces pays, ainsi que les causes de l'endettement massif au sein de ladite Union.

## **Abstract**

In the midst of 80s, the financial difficulties facing the increasing financing requirements have constrained the WAEMU States to rely heavily on external funding sources, leading to an increase of the ratio of public debt to GDP. This article presents the different aspects of the evolution of the external debt of developing countries as a whole, with emphasis on the specific case of WAEMU countries. It details the evolution and composition of the debt of these countries as well as the causes of massive indebtedness within the said Union.

JEL : H63 ; B25 ; F34 ; N17.

## **Introduction**

La crise d'endettement des pays en développement (PED) a pris de l'ampleur en août 1982, lorsque le Mexique annonça qu'il suspendait le paiement des intérêts qu'il devait au titre du service de sa dette. Les milieux financiers se déclarèrent stupéfaits par cette décision qui était pourtant prévisible. En effet, la crise de 1982 n'est pas la première du genre. Il est évident qu'à partir de la fin des années 1960, et surtout à la suite du premier choc pétrolier, un double laxisme est intervenu : d'une part, des créanciers qui octroient des crédits sans conditions particulières ; et d'autre part, des pays débiteurs qui empruntent sans se soucier du « comment rembourser », comptant sur les seules ressources de leurs matières premières.

Depuis ce cri d'alerte de la Mexique, s'est alors posé le problème de soutenabilité de la dette des PED dont les pays de l'UEMOA. Comment en sont-ils arrivés à cette situation ?

Cet article se propose de répondre à cette question. Il développe l'histoire de l'endettement des PED en insistant sur le cas des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Dans les moindres détails, l'évolution de la dette sera étudiée. Cette étude permettrait, avant toute proposition de solution au problème de la dette jusque-là existant,

d'apprécier au mieux les erreurs du passé en matière d'endettement et de trouver réponse aux questions du « Pourquoi s'endetter ? » et du « Comment s'endetter ? » avant de chercher réponse au « comment rembourser ? ». S'annonce ainsi un traitement raisonnable et plus humain de la question de l'endettement où la justice n'aurait d'autre choix que de s'imposer. Car cette approche d'étude historique de la dette - depuis son origine - éviterait de faire rembourser à des générations une dette dont elles n'auront pas vraiment profité, mais surtout, d'utiliser au mieux les ressources de la dette.

Pendant la décennie 70, la primauté accordée aux sources officielles de financement n'était plus d'actualité. Survient alors un renversement des tendances dans les structures des différentes sources de financement : les sources gouvernementales font place aux marchés privés. Il s'en suit, pour l'Afrique subsaharienne, une diminution de la part de la dette accordée à des conditions concessionnelles : de 60 % de la dette totale en 1970, la dette concessionnelle<sup>1</sup> tombe à 40 % à la fin de 1979. L'accroissement de la dette dans les années 70 est donc avant tout une progression spectaculaire des prêts des banques commerciales à destination des pays en développement (PED). Ce recours à l'endettement extérieur qui s'accroît fortement avec le premier choc pétrolier, va perdurer tout au long de la décennie, et ce, malgré la chute du prix réel du pétrole du fait de l'accélération de l'inflation occidentale.

En 1973, la dette totale des PED atteint déjà 111 milliards de dollars alors qu'elle était de 67 milliards de dollars en 1970. La dette des PED a commencé à s'accroître peu avant le premier choc pétrolier, mais s'est rapidement accéléré par la suite.

La période 1973-1979 est caractérisée par les réactions très variées des différentes zones de l'économie mondiale aux désordres créés par la première hausse des prix des produits pétroliers. Les pays en développement qui importent leur énergie - dont le coût est multiplié par quatre - voient leur déficit courant passer de 11 milliards de dollars en 1973 à 37 milliards en 1974, et 46 milliards en 1975, du fait de la hausse des prix du pétrole (Kessler, 1990). Ces déficits ont plus que doublé en deux ans car favorisés par des financements disponibles : les pays en développement profitent d'un accès facile aux capitaux bancaires privés pour régler leurs factures pétrolières et importer massivement des pays occidentaux. Par ailleurs, les pays

---

<sup>1</sup> Il s'agit de prêts qui sont assortis de conditions plus avantageuses que les prêts commerciaux (taux d'intérêt plus bas et période de grâce et échéance plus longues). Ces prêts peuvent être considérés comme comportant un élément don (qui correspond à la bonification d'intérêts) et un élément prêt commercial (en particulier l'obligation de remboursement intégral).

exportateurs de pétrole comme le Mexique décident de moderniser leurs capacités d'extraction et de raffinage en mettant en place des infrastructures industrielles d'envergure à gros frais grâce à des prêts obtenus sans aucune difficulté, prêts dont les sommes dépassent énormément les moyens internes.

Par ailleurs, les politiques anti-inflationnistes menées par les pays industrialisés à la fin des années 70 se sont traduites par une poussée des taux d'intérêt très préjudiciable aux pays endettés. Le LIBOR (London Interbank Offered Rate)<sup>2</sup> à trois mois est passé d'environ 11% début 1979 à près de 20% à la mi-1981 (D'Arvisenet, 1989). En effet, la dette des PED étant contractée presque exclusivement à taux variable, ces pays se sont vus étouffés par le fardeau que constituait désormais la charge de la dette. Aussi, ces politiques ont-elles conduit au ralentissement très sensible de l'économie mondiale qui a entraîné une baisse des cours des matières premières et, par conséquent, une diminution des exportations des PED, si bien qu'une pénurie en devises est apparue pour les pays débiteurs.

Si entre 1973 et 1979, dans les PED, la dette a augmenté de plus de 400%, le PNB ne s'est accru que de 250% et les exportations de biens et service, de 300%. Malgré ces évolutions, la dette de l'ensemble de ces pays paraît encore limitée en 1979 puisqu'elle ne représente que 125% des recettes courantes de cette année-là et que son service absorbe en moyenne 12,7% de ces recettes, en hausse d'un peu plus de trois points et demi par rapport à 1973. Toutefois, ces chiffres globaux masquent des disparités extrêmement fortes d'une région à l'autre. L'Amérique Latine présente le ratio le plus préoccupant : dès 1979, la dette du Mexique atteint 267% de ses recettes et son service en absorbe déjà 63%.

Au début des années 80, l'augmentation brutale des taux d'intérêts mondiaux et la chute du prix des matières premières plongent les pays du Sud dans une situation économique intenable, le premier facteur augmentant considérablement le coût des emprunts contractés, le second diminuant les recettes qu'ils peuvent consacrer au remboursement. Les taux d'intérêt de la dette des pays en développement étaient alors bien supérieurs aux taux de croissance de leurs exportations. Conséquence : l'encours de la dette publique totale des PED quadruple dans les

---

<sup>2</sup> Le *London Interbank Offered Rate* est un taux d'intérêt auquel les banques peuvent contracter des emprunts - dans une norme commercialisable - à d'autres banques sur le marché interbancaire de Londres. C'est le taux d'intérêt de référence le plus utilisé pour les opérations en dollars sur le principal marché d'eurodevises qu'est le marché londonien. Fixé de façon quotidienne par l'Association des Banquiers Britanniques (ABB), le LIBOR est une moyenne des taux prêteurs de seize banques (les mieux cotées dans le monde) sur le marché interbancaire londonien, pour des prêts importants avec des échéances allant d'un jour à une année entière.

cinq années qui séparent les deux chocs pétroliers (1974 – 1979) pour atteindre 457 milliards de dollars à la fin 1979. Il s'en suit une spirale infernale pour ces pays contraints de contracter de nouveaux prêts pour rembourser les premiers. Ce phénomène aboutit en 1982 à l'annonce par le Mexique de sa situation de cessation de paiement. De nombreux pays suivront : c'est le début de la crise d'endettement. Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) n'échappent pas à ces perturbations économiques d'origine extérieure.

Dans la zone UEMOA, le ratio dette sur PIB, est passé d'une moyenne de 16,37% en 1970 à 36,17% en 1980 avec 85,31 au Togo, 42,52 en Côte d'Ivoire et 37,17% au Mali. Le service de la dette extérieure absorbe une part de plus en plus importante des recettes d'exportation: entre 1981 et 1985, la moyenne en zone UEMOA était de 15,80 contre 4,31 en 1974. En 1986, 17,31% des recettes d'exportation de la zone étaient consacrés au service de la dette.

Au milieu des années 80, les difficultés de trésorerie face aux besoins de financements grandissants ont astreint les Etats de l'UEMOA à recourir massivement aux sources de financements extérieurs, entraînant ainsi une augmentation du rapport de la dette publique au PIB. En 1985, la moyenne du taux d'endettement extérieur a atteint dans l'ensemble des pays de l'UEMOA un niveau record, soit environ 74,57% du PIB. Et l'on constate sur la période de 1986 à 1994 une augmentation du rapport de la dette publique au PIB<sup>3</sup>, allant de 70,55 à plus de 100% (108,59 en 1994) pour ensuite passer, après la dévaluation du Franc CFA survenue en janvier 1994, à 88% du PIB. Cependant, toute la décennie 90 aura été marquée par une forte absorption du PIB par la dette dans la zone UEMOA : jusqu'en 2001, la dette extérieure de l'UEMOA représentait plus de 70% du PIB.

Comparés aux seuils de ratios d'endettement tels que définis par le FMI, les indicateurs d'endettement ci-dessus nous révèlent que la dette de l'UEMOA n'était, jusqu'en 2001, pas soutenable et sa politique budgétaire, pas viable.

Il convient, avant de parler de l'endettement et de ses conséquences dans les PED, de s'accorder sur la définition de la « dette publique » ainsi que ses raisons d'existence. La deuxième partie de cette étude sera consacrée à la genèse de l'endettement des pays en développement. Dans une troisième partie, nous relatons les causes déterminantes de cet endettement puis, étayons

---

<sup>3</sup> Il faut rappeler que la norme cible en Europe est 60% équivalent à un taux de croissance de 3% et que pour 80%, il convient que le taux de croissance passe à 5% en moyenne. Or sur cette période relative à la décennie 80, peu des pays de l'UEMOA, ont une croissance supérieure ou égale à 4%. Par ailleurs, l'on est bien au-delà des 70% du PIB prédit par le pacte de convergence.

dans la quatrième et dernière partie de notre recherche, la situation financière de l'UEMOA depuis le début des années 70.

## **1 La dette publique : essai de définition et fondement**

### **1.1 Qu'est-ce que la dette publique ?**

Définie comme l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par l'Etat et les entités publiques, la dette publique se compose de la dette publique intérieure - détenue par les agents économiques résidents de l'État émetteur - et de la dette publique extérieure - détenue par des prêteurs étrangers. Par ailleurs, nous pouvons distinguer la dette de court terme (dont l'échéance est d'un an ou moins) et la dette de moyen terme (à échéance allant d'un à dix ans) de la dette de long terme (avec une échéance au-delà de dix ans).

De façon mécanique, la dette publique résulte de l'accumulation des déficits budgétaires passés des administrations publiques. En effet, elle est le produit de l'accumulation des besoins de financement passés des administrations publiques, résultant des différences entre les produits (les recettes fiscales, en particulier) et les charges (notamment les dépenses budgétaires) de ces administrations. La dette augmente donc à chaque fois qu'un déficit public est financé par emprunt.

Déficit public et dette publique sont donc étroitement liés : la dette augmente à chaque fois que le budget des administrations est en déficit et que l'Etat doit emprunter pour couvrir ce déficit. Le flux de déficit alimente donc le stock de dette existante.

Le remboursement de la dette génère ce que l'on appelle le « service de la dette ». Il s'agit de la somme que l'emprunteur doit payer chaque année pour honorer sa dette. Cette somme comprend deux parties :

- la charge de la dette (qui ne recouvre que le poids des intérêts seuls). Ces intérêts sont calculés en appliquant un taux d'intérêt - fixé au moment de l'emprunt - au capital restant dû, c'est-à-dire la somme qui n'a pas encore été remboursée.
- le principal, encore appelé « annuité » : c'est le montant du capital emprunté qui est remboursé chaque année. Ce montant dépend de la durée et du montant total de l'emprunt



(par exemple, pour une dette préalablement contractée pour une durée de vingt ans, le remboursement d'un vingtième de la dette par an représente l'annuité).

Dans la base de données éditée par la Banque Mondiale, le « *total du service de la dette – Total debt service* » est égale à la somme des remboursements de capital et des intérêts réellement payés en devises étrangères, en biens ou en services sur la dette à long terme, les intérêts payés sur la dette à court terme et les remboursements (rachats et frais) payés au FMI.

## 1.2 Pourquoi les gouvernements s'endettent-ils ?

L'endettement permet à un pays d'investir des capitaux au-delà de ses propres disponibilités financières en empruntant des excédents de capitaux (Klein, 1994). En général, trois raisons théoriques justifient le recours d'un pays à l'emprunt extérieur.

### *a) S'endetter pour financer un investissement, lorsque l'épargne est inférieure à l'investissement*

Un pays peut renfermer un potentiel d'investissement productif sans pour autant disposer d'un niveau d'épargne intérieure suffisant pour financer cet investissement. Dans ce cas, il peut recourir à l'épargne extérieure pour la réalisation de cet investissement afin de donner lieu à une accélération de la croissance économique.

A l'emprunt d'une épargne extérieure (source d'accumulation de la dette extérieure) correspond un déficit de compte courant. Pour ainsi dire, si le déficit du compte courant correspondant à l'emprunt d'une épargne extérieure pour le financement d'un niveau d'investissement élevé, en revanche, cet emprunt permet au pays en question d'augmenter sa croissance économique

### *b) S'endetter pour échapper à un ajustement face aux déséquilibres intérieurs ou extérieurs*

Un déficit du compte courant insoutenable nécessite un ajustement par des changements de politiques économiques. Cependant, pour éviter des changements de politique économique, un pays peut recourir à l'emprunt extérieur. Toutefois, la théorie suggère que les emprunts extérieurs ont un impact positif sur les investissements et la croissance jusqu'à un certain seuil car au-delà, l'impact de l'endettement extérieur sur le développement devient négatif.

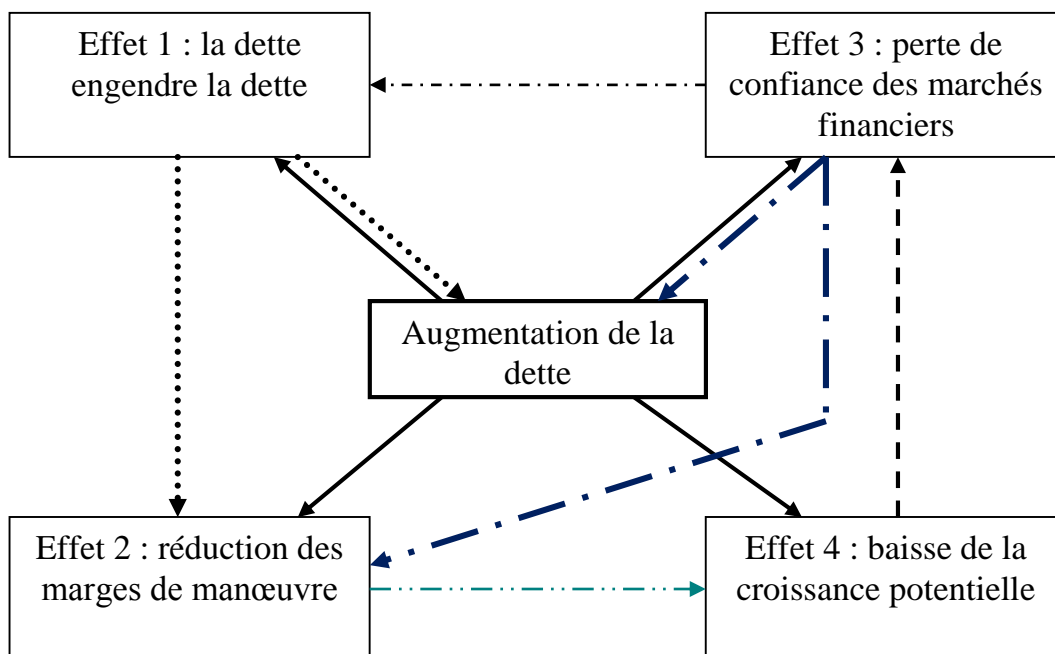
Dans une étude, (Patillo, et al., 2011) analysent deux moments critiques du processus d'accroissement de la dette : lorsque l'accroissement de la dette ralentit la croissance, puis lorsque son impact devient négatif et aggrave la situation du pays. Ils concluent qu'à condition d'être contenus dans des limites raisonnables, les emprunts extérieurs utilisés pour financer l'investissement productif tendent à accélérer la croissance ; une fois ce seuil dépassé, l'accumulation de dettes nouvelles risque de freiner l'expansion.

*c) S'endetter pour lisser les fluctuations de la consommation en cas de baisse du revenu*

Si un déficit du compte courant résulte de chocs exogènes négatifs (dégradation des termes de l'échange, catastrophes naturelles, récession du côté des principaux partenaires) qui donnent lieu à une baisse du revenu, alors le pays peut :

- soit réduire ses dépenses de consommation et d'investissement (absorption) proportionnellement à la baisse du revenu pour remédier à ce problème. Dans ce cas, il n'y a pas dégradation du compte courant ;
- soit contracter une dette extérieure pour maintenir le niveau d'absorption. En effet, si cette baisse du revenu n'est que temporaire, le pays sera convié à contracter une dette extérieure.

Figure 1 : La spirale de l'endettement des Pays en développement.



Dans tous les cas, à long terme, le recours régulier aux emprunts extérieurs finit par relâcher les efforts du pays emprunteur et par le rendre dépendant de l'épargne extérieure, mettant ainsi en

doute sa capacité à honorer ses engagements de remboursement de la dette antérieurement contractée : il faut alors emprunter pour rembourser une dette antérieure tandis que les taux d'intérêt s'y rapportant, augmentent : c'est la mise en route d'une spirale d'endettement que (Séka, 1992) appelle – à juste titre – « la trappe à l'endettement » (figure 1). Cette capacité de remboursement des emprunts contractés au titre de la dette publique par les États et les collectivités publiques est évaluée par les agences de notation financière.

La dette publique se distingue donc, en macroéconomie, de la dette des ménages ou de la dette des entreprises et augmente à chaque fois qu'un déficit public est financé par emprunt.

## **2 Genèse de la dette des PED**

### *(i) De 1945 à 1960*

Il serait erroné de parler de « pays du sud » à cette période vu que, de par le système colonial, aucun droit de souveraineté n'est reconnu aux pays du Sud car ils font partie intégrante de l'empire colonial du « Nord ». Mais cette période est essentiellement marquée par la disparition de ces empires.

La fin des années cinquante marque la volonté de la part des deux grands blocs mondiaux (capitalistes et communistes) de promouvoir la coexistence pacifique, sans pour autant tenter de supprimer les enjeux idéologiques chers aussi bien à l'un qu'à l'autre. Face à une telle situation, les nouveaux dirigeants nationalistes en Asie et en Afrique proclament solennellement leur volonté d'anticolonialisme, de neutralisme et de non-alignement lors de la conférence de Bandoeng en Indonésie en 1955, qui constituera alors l'acte de naissance du « Sud » en tant qu'entité unie (Di Maio, et al.). Ainsi, les premiers pays indépendants, ou ceux qui tentent d'y accéder, fondent leur unité autour de cette volonté de neutralité ou de non-alignement. Parallèlement à cela, les pays à économie de type capitaliste mènent une intense campagne anti-communiste en soutenant financièrement et en investissant dans les pays en voie de développement.

### *(ii) De 1960 à 1973*

L'an 1960 marque la rupture définitive entre l'Union Soviétique et la Chine. La période est marquée par une rivalité accrue entre l'Ouest et l'Est et voit s'organiser les PED, qui tentent de

se soustraire de la domination de l'une ou l'autre puissance, par un mouvement des « non-alignés » lors de la Conférence de Belgrade en 1961.

Mais les années suivantes, les pays occidentaux connaissent une croissance économique forte : les relations bilatérales coloniales cèdent la place à « une coopération au développement », ou à d'autres initiatives multilatérales telles que « les décennies au développement » de l'ONU, les initiatives régionales de Yaoundé<sup>4</sup>, l'Alliance pour le progrès<sup>5</sup> ou la création de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement (CNUCED)<sup>6</sup>.

D'une manière plus évidente que pour la décennie précédente, cette période fait apparaître les efforts des PED, souverains depuis peu, pour imiter la politique économique des pays industrialisés, afin de parvenir au même niveau de vie. L'idée qui domine le plus, c'est le désir d'appartenir à ce système mondial proposé par les pays du Nord, synonyme de développement, et clé de l'enrichissement.

En 1970, la dette des PED n'atteint que 67 milliards de dollars, soit 14 % du PNB et 112 % des recettes courantes. Sur ce total, les marchés financiers privés ont moins de dix milliards de créances sur les PED et 56 % de leur dette publique est à taux concessionnels.

### *(iii) De 1973 à 1982*

Marquée par des exigences nettement plus économiques, cette période débute par le premier choc pétrolier. Après la guerre du Kippour en 1973, le prix du pétrole est quadruplé par les pays producteurs à titre de représailles. Les excédents des recettes pétrolières obtenus suite à la flambée des prix du baril ont poussé les États bénéficiaires à rechercher des points de placement rentables en les déposant dans les grandes banques des pays développés. Ces dernières se sont retrouvées avec des excédents de liquidités en attente d'emprunteurs potentiels. Par la suite, ces pétrodollars ont été acheminés vers les PED sous forme de crédits à des conditions souples (taux d'intérêt bas, absence de garanties), notamment vers ceux disposant d'importantes réserves de pétrole (Mexique, Venezuela, Nigeria, Gabon) et dans ceux en voie d'industrialisation (Brésil, Argentine, Sud Est asiatique). En effet, la plupart des analystes étaient alors très optimistes quant à l'avenir des PED, ce qui rendait les investisseurs confiants : les prix des

---

<sup>4</sup> Accord d'association signé en 1963 entre la Communauté Européenne et 18 pays africains.

<sup>5</sup> Programme à destination de l'Amérique latine proposé par le président américain Kennedy.

<sup>6</sup> Créée en 1964, la CNUCED a pour objectif d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor.

matières premières de ces pays avaient augmenté, tandis qu'ils connaissaient une croissance moyenne d'environ 5 % par an.

Selon l'OCDE, entre 1970 et 1977, l'endettement extérieur des PED est passé de 72,2 à 244 milliards de dollars. La CNUCED indique que 72% des emprunts bancaires provenaient de crédits privés alors que ceux-ci ne représentaient que 51% de ces emprunts en 1967. En 1978, l'endettement des PED atteint 300 milliards de dollars.

En 1979, avec l'avènement du second choc pétrolier, survient un changement radical de la politique monétaire : la Réserve fédérale américaine décide subitement d'augmenter les taux d'intérêt américains afin de réorienter les flux d'investissement vers les États-Unis. Les prêts aux PED étaient libellés en dollars et indexés en fonction du marché des taux d'intérêt américains et de celui de la City Bank (Londres). Par voie de conséquence, ces taux d'intérêt explosent (exemple : en Amérique Latine, le taux d'intérêt réel passe de -3,4% dans les années 70-80 à +27% en 1982). Parallèlement, le second choc pétrolier oblige les pays industrialisés à réduire leurs importations et l'on assiste à une baisse des flux de capitaux de ces pays vers les PED, tandis que ces derniers se réorientent vers les premiers pour financer leurs déficits.

Dans les années 1980, la situation des pays emprunteurs s'aggrave : le taux de change du dollar et les taux d'intérêt augmentent du fait de l'augmentation des déficits publics et de la lutte contre l'inflation. En effet, Les taux d'intérêt explosifs font gonfler les stocks de dettes : entre 1977 et 1984, selon les statistiques de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (O.C.D.E.), l'endettement extérieur de l'ensemble des PED non producteurs de pétrole passe de 278 à 810 milliards de dollars.

Au moment où les taux explosent et font gonfler la dette, le stock de devises mobilisables pour rembourser ces dettes baisse. Il faut rembourser davantage avec des ressources en diminution. Il faut alors emprunter pour rembourser tandis que les taux d'intérêt qui s'y rapportent, augmentent : c'est la mise en route de la spirale d'endettement (figure 2.1), que (Séka, 1992) appelle – à juste titre – « la trappe à l'endettement ».

Craignant de ne jamais se voir rembourser l'argent prêté, les banques stoppent tout crédit. Les flux financiers vers les pays du Sud se tarissent : le Sud envoie plus de capitaux vers le Nord que l'inverse. Les pays les plus endettés font face à d'énormes difficultés de paiement. C'est la crise de la dette due à l'envolée des taux d'intérêt, qui explose en 1982 à partir de la déclaration

du Mexique jusqu'alors courtisé par tous les banquiers, de son incapacité à assurer le paiement du service de sa dette. Or, en 1982, les neuf principales banques américaines détenaient sur les PED des créances qui représentaient le double de leurs fonds propres. La remise de dettes, si elle leur avait été imposée par la communauté internationale, les aurait fait disparaître.

### **3 Causes de l'endettement extérieur des PED**

#### **3.1 Facteurs déterminants de l'augmentation de la dette des PED**

Ce qui fait que la dette soit devenue insupportable dans de nombreux pays en voie de développement, c'est que, du fait de leur grande pauvreté, le remboursement des annuités augmenté des intérêts, se fait au détriment de leur développement ou même de leur survie. Quelles sont les déterminants de cet endettement excessif ?

L'accroissement de la dette dans les PED fait suite à une multitude de raisons. Les trois principales sont :

##### ***1- Les crises pétrolières de 1973 et de 1979***

Pour les PED et les Pays les moins avancés (PMA), l'impact de l'augmentation du prix du pétrole brut (+400%) fut dévastateur, ces pays sans ressources pétrolières significatives ne disposant pas des devises suffisantes pour acheter les produits dérivés du pétrole (engrais, produits chimiques...). Le concept de « quart monde » comme nouveau classement hiérarchique du capital était né. Le bonheur des uns venait de faire le malheur des autres : les pays de l'OPEP vont bénéficier, entre 1974 et 1980, d'un excédent de 330 milliards de dollars ; alors que le déficit commercial des pays non pétroliers, le « quart monde », sera de l'ordre de 300 milliards (Arnaud, et al., 1984).

Après le choc pétrolier de 1973, le déficit des PED importateurs passe de 36,8% à 72,7% en 1977. L'Inde, le Bangladesh et certains pays d'Afrique noire sont dans des situations dramatiques. C'est finalement l'OPEP qui servira de bailleur de fonds pour amortir la douloureuse augmentation du prix du pétrole brut.

## 2- *l'augmentation des taux d'intérêt*

Cette hausse des taux s'accélère à partir de 1979 pour le dollar, et plombe les dettes existantes, la plupart du temps libellées en dollar, par un effet purement mécanique (tableau 1).

**Tableau 1 : La dette externe publique et privée des pays en développement depuis 1980**

	Stock de dette (Milliards \$)	Service de la dette (Milliards \$)	dont :	
			<i>Part publique</i>	<i>Part privée</i>
<b>1980</b>	516	80	50	30
<b>1990</b>	870	140	119	21
<b>1995</b>	1 860	206	154	52
<b>2000</b>	2 122	345	201	144
<b>2005</b>	2 489	438	253	185
<b>2010</b>	4 076	583	180	403

Source : Base de données de la Banque mondiale pour les pays à faibles et moyens revenus par rapport à la classification de la Banque mondiale.

## 3- *La détérioration des termes de l'échange*

Les PED produisent surtout des produits bruts, miniers ou agricoles, et achetaient des produits manufacturés. Lorsqu'ils accroissent la productivité cela revient à produire davantage de minerais ou accroître leur production de coton, café, ananas ; donc leur offre s'accroît. Au contraire dans les pays industriels, la productivité consiste à produire des voitures avec de moins en moins d'acier et d'énergie ; ce qui a pour effet de diminuer la demande de ces pays vers les PED. L'effet conjugué de ces deux phénomènes se traduit immanquablement par une baisse des coûts des produits de base qui, pourtant, procurent l'essentiel des recettes d'exportation des PED.

En d'autres termes, pour importer le même tracteur, il faut chaque année exporter un nombre croissant de tonnes de minerais ou de balles de coton. À terme, la balance commerciale devient de plus en plus difficile à équilibrer et nécessite un recours aux aides extérieures.

A côté de ces trois raisons majeures, nous avons également :

## 4- *La fluctuation anarchique des prix.*

Les prix des produits de base sont déterminés au niveau mondial par deux grandes bourses de marchandises, situées à Chicago et à Londres. Ces prix mondiaux reflètent l'offre et la demande globales et intègrent des phénomènes tels que la sécheresse ou les inondations (pour les produits

agricoles) ou les découvertes minières dans tel ou tel pays et sont soumis à d'amples fluctuations, qui n'ont rien à voir avec les coûts de production dans un pays déterminé.

Si donc un pays établit un plan de développement sur plusieurs années, il fait des prévisions concernant ses recettes d'exportation et ses besoins d'importation ; ce plan peut devenir caduc à tout instant, par suite d'un effondrement des cours. Ce phénomène affecte, en particulier, les PED, dont les recettes d'exportation proviennent d'un seul produit ou d'un petit nombre de produits. Nous revenons donc au cas précédent de la détérioration des termes de l'échange.

### **5- *L'aide publique au développement (APD), fardeau pour les pays bénéficiaires ?***

La plus grande partie de l'aide est attribuée aux PED sous forme de prêts et non de dons. En effet, dès l'instant où ils sont accordés aux pays éligibles à un taux inférieur au taux du marché et pour peu qu'ils comportent une part de don supérieure à 25 %, les APD - désignant « *tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales* »<sup>7</sup> - sont prises en compte dans le calcul des prêts. Leur montant étant loin d'être négligeable, l'aide publique est donc en elle-même profondément génératrice de dette. En conséquence, les remboursements qu'elle engendre provoquent une hémorragie de capitaux pour les pays du Sud.

L'aide internationale peut être bilatérale (lorsque l'Etat fournisseur transfère lui-même les flux d'aide au profit de l'Etat bénéficiaire) ou multilatérale [lorsque les transferts s'effectuent par l'intermédiaire des organismes internationaux (multilatéraux)].

Quelle que soit sa modalité d'allocation, l'expression utilisée paraît trompeuse car les concours financiers en cause n'impliquent pas toujours l'idée de dons sans contrepartie dont le terme « aide » pourrait laisser sous-tendre. Les prêts, certes, à des taux avantageux, mais remboursables à échéance, représentent la masse la plus importante des flux de financements extérieurs concernés. Depuis 1970, pour l'ensemble des Pays à revenu faible et intermédiaire<sup>8</sup> (RFI), le service de la dette publique totale croît à un taux plus élevé que celui des aides reçues (figure 2).

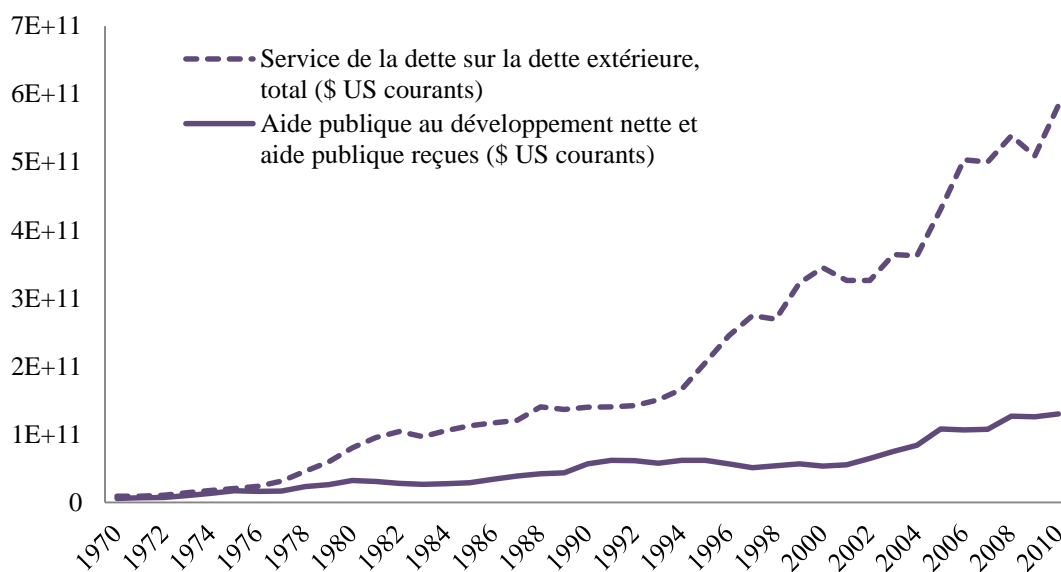
---

<sup>7</sup> Voir la définition de l' « aide » sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/fr>

<sup>8</sup> Nous considérons ici la classification 2010 des Pays selon le revenu, par la Banque Mondiale.



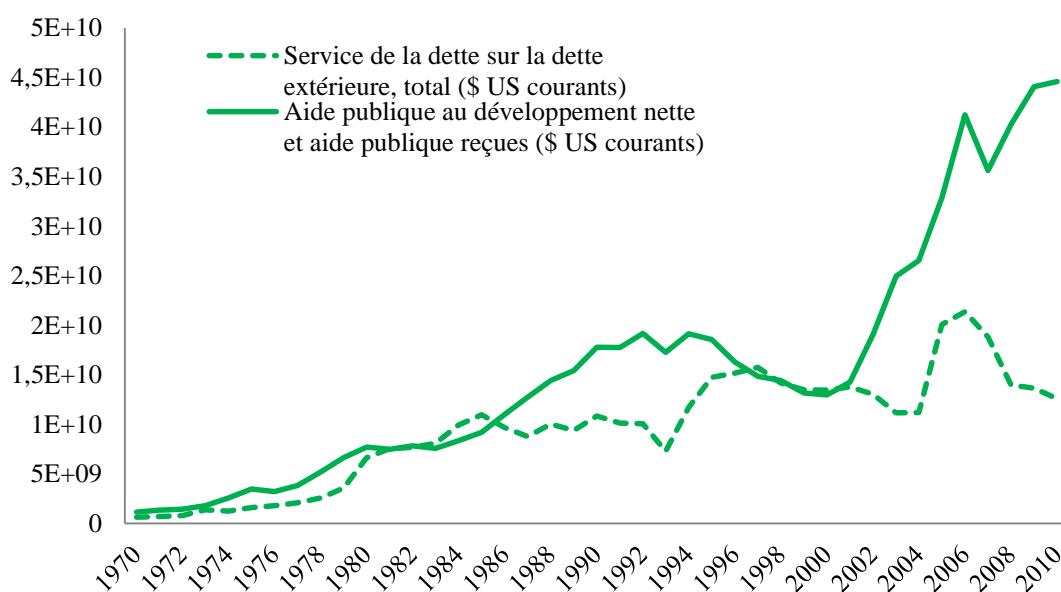
Figure 2 : Service total de la dette extérieure et Aide publique des Pays à revenu faible et intermédiaire : 1970-2010



Source : Plateforme ouverte des données publiques françaises. <http://www.data.gouv.fr/fr/>

En ce qui concerne les pays de l'ASS, le montant alloué au service de la dette publique totale (44,26 milliards de dollars) a été supérieur à l'aide reçue (40,46 milliards de dollars) sur la période 1981-1985. De 1986 à la fin 1995, les pays d'ASS se sont vus « sur-aidés » pour faire face au remboursement de leur dette. Seulement, les conséquences de cette aide se font ressentir entre la fin 1995 et la fin 2000 : les pays de l'ASS ont remboursé 36,25 millions de dollars de plus qu'ils n'ont reçu en nouveaux prêts (figure 3).

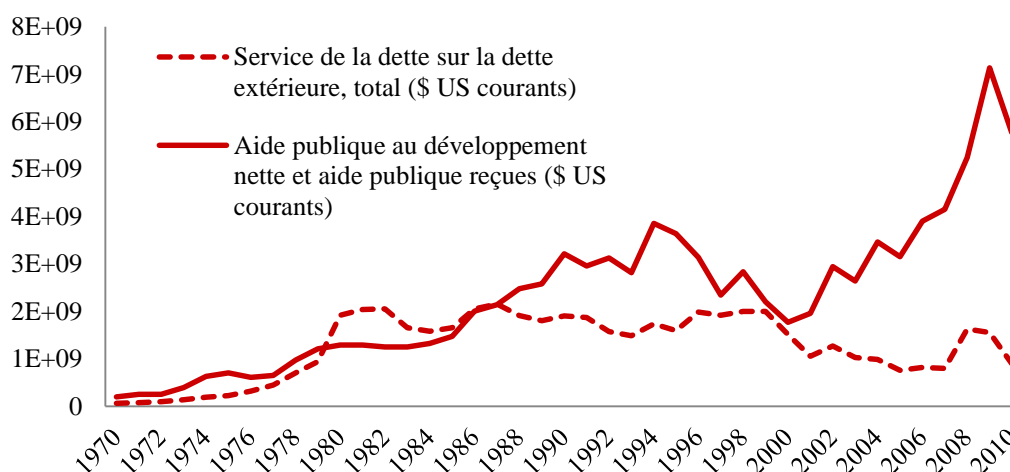
Figure 2 : Service total de la dette extérieure et Aide publique en ASS : 1970-2010



Source : Plateforme ouverte des données publiques françaises. <http://www.data.gouv.fr/fr/>

De façon similaire à l'ASS, la période 1980-1987 fut défavorable à l'UEMOA qui enregistre une aide publique de 12,05 milliards contre un remboursement total de 15,12 milliards de dollars. Cette aide s'est par la suite accrue jusqu'en 1994. Jusqu'en 2000, l'Union se verra contrainte de compter plus sur ses propres ressources que sur le financement extérieur. Cependant, depuis 2000, l'APD de la zone UEMOA a rebondi de façon spectaculaire (figure 4).

Figure 3 : Service total de la dette extérieure et Aide publique des Pays de l'UEMOA : 1970-2010



Source : Plateforme ouverte des données publiques françaises. <http://www.data.gouv.fr/fr/>

Les ONG dénoncent depuis quelques années la tendance qu'ont les pays du Comité d'aide au développement (CAD) à ajouter dans le calcul de l'APD des montants qu'ils ne devraient pas. La France inclut par exemple dans l'APD les annulations de dettes, les dépenses en France liées à la présence de requérants d'asile, le coût des étudiants étrangers en France, la diffusion du français à l'étranger et le rayonnement culturel, ainsi que certaines dépenses pour les Territoires d'Outre-Mer. La Confédération européenne des ONG, CONCORD, a analysé l'aide des pays européens en 2006 et estime par exemple que 50 % de l'APD de la France était de l'aide gonflée (ainsi que 59% de l'APD de l'Autriche, 44% de l'aide de l'Italie, 35% de l'aide de l'Allemagne et 28 % de l'aide du Royaume- Uni).

(Dambisa, 2009) affirme que l'assistance financière a été et continue d'être pour une grande partie du monde en développement un total désastre sur le plan économique, politique et humanitaire. Pour cette auteure, quand le flux de l'aide à l'Afrique était à son maximum entre 1970 et 1988, le taux de pauvreté des populations s'est accru de façon stupéfiante: il est passé de 11% à 66%. Elle soutient que l'aide sape l'épargne, les investissements locaux, la mise en place d'un vrai système bancaire et l'esprit d'entreprise.

Aujourd'hui se pose la question du soutien à la démocratie : alors que de gros prêts ont été accordés sans contrôle à des dirigeants dictateurs de pays, ces mêmes pays, essayant de construire un système démocratique, se trouvent obligés de rembourser des dettes qui n'ont pas servi à leur développement. Déduction faite, seules les populations des pays débiteurs en assument le coût, au prix de millions de vies humaines : le remboursement de la dette prive les pays de ressources nécessaires au financement des secteurs sociaux essentiels.

En se basant principalement sur le cas des pays d'Afrique subsaharienne et de l'UEMOA, il ressort que l'APD influence les systèmes de gestion des finances publiques dans les pays bénéficiaires. L'influence immédiate est sa contribution au financement du développement et au rétablissement de la discipline des comptes publics. Cependant, le cas de l'ensemble des Pays RFI montre bien les effets néfastes et même désastreux que l'APD a engendrés dans les Etats bénéficiaires : l'accumulation des flux d'aide non remboursés engendre l'endettement dont le service de remboursement compromet la viabilité des finances publiques. La question qui se pose est véritablement à propos de l'aide est celle de la dépendance. C'est la dépendance à l'APD qui engendre les effets décrits ci-dessus. Malgré les critiques dont elle fait l'objet, les Etats concernés peuvent-ils se passer de l'APD ? Cela interpelle les acteurs politiques nationaux, auteurs des décisions budgétaires. Mais sont-ils réellement libres de décider : un pays dépendant de l'aide extérieure n'a-t-il pas perdu une partie de sa souveraineté ?

## **6- *La responsabilité partagée entre débiteurs et créanciers***

### **➤ *Du côté des emprunteurs***

Certaines dépenses ont servi pour des réalisations surdimensionnées ou de pur prestige qui n'ont pas contribué au développement des pays bénéficiaires. En effet, sans contrôle, les ressources d'emprunt sont allouées dans des investissements de prestige ou dans des projets non rentables, dont les budgets de réalisation ont été souvent surévalués à travers une collaboration entre les entrepreneurs et certaines autorités de l'Etat ayant en charge l'exécution des marchés publics. C'est cette politique de dilapidation des ressources publiques qui entrave la coordination des actions.

L'évolution de l'accroissement de la dette se justifie aussi par les transferts de capitaux vers l'extérieur<sup>9</sup> (sur des places financières réputées stables et sûres), ce qui constitue une entrave au

---

<sup>9</sup> En 1982, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) estimait la fuite des capitaux dans les PED non producteurs de pétrole à 50 à 60 milliards de Dollars.

processus d'industrialisation des pays de d'Afrique et pose d'énormes problèmes de liquidités, empêchant ainsi le développement des transactions commerciales à l'intérieur des pays de la zone.

➤ *Du côté des prêteurs*

Ils ont, de leur côté, poussé les gouvernants des pays du Sud à s'endetter massivement, parfois dans des projets à la rentabilité douteuse, mais qui permettaient à leurs maîtres d'œuvre, les entreprises du Nord, de s'enrichir. Les pays riches sont loin d'être étrangers à l'accumulation d'une dette colossale par les pays du Sud. Ils portent la lourde responsabilité d'une politique de prêts incontrôlée, répondant davantage à des intérêts économiques, politiques et personnels qu'à une politique de coopération au service du développement.

### **3.2** Système évolutif de la dette extérieure de l'UEMOA

En plus des paramètres généralement connus pour expliquer l'accroissement de la dette dans les PED, les pays de l'UEMOA présentent des particularités.

#### **1- Facteurs monétaires**

D'une part, l'endettement massif des pays de l'UEMOA résulte du fait que la zone Franc ait bénéficié de financements extérieurs plus importants que les autres pays en développement, du fait de sa coopération monétaire avec la France. De plus, ayant anticipé des recettes importantes à la faveur de la hausse des prix des matières premières, les pays de l'UEMOA se sont engagés dans des politiques d'investissement surdimensionnées par rapport à leurs besoins et ont procédé à une embauche élevée de fonctionnaires, augmentant ainsi de façon considérable le poids de la masse salariale publique dans le PIB.

D'autre part, l'endettement des pays de la zone UEMOA pourrait être né de l'aide apportée par la France, un « paradoxe des transferts », comme envisagé par (Keynes, 1929) et formalisé par (Léontief, 1936) à propos des réparations allemandes dans l'entre-deux-guerres : *des transferts importants peuvent appauvrir les pays qui en bénéficient à travers un effet-prix* (appréciation du taux de change réel à la suite des pressions inflationnistes internes) *et un effet revenu* (une partie importante du supplément de revenu est consacrée à l'achat de biens d'exportation) *qui vont tous deux dans le sens d'une dégradation de la balance commerciale*. Le financement des

déficits commerciaux (le « fardeau secondaire du transfert ») aurait alors pu créer un alourdissement de la dette dans les pays de l'UEMOA, mais ne saurait, à lui seul, expliquer les déséquilibres commerciaux et d'endettement subis par ces pays.

## **2- *Endettement et rentabilité financière***

Théoriquement, la raison essentielle de l'endettement extérieur est que celui-ci finance des investissements pour lesquels la productivité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt réel payé. Ceci suppose que la dette contractée par les pays l'a été dans le cadre du financement de projets d'investissement, de sorte que la condition précédente d'investissement effectif des sommes empruntées fut respectée. Or grande partie des financements internationaux dont ont largement bénéficié les pays de l'UEMOA dans les années 1970, a été gaspillée dans des opérations non rentables financièrement.

Au Niger, la dette contractée pendant la seconde moitié des années 1970 a pesé très lourdement sur les finances publiques. En effet, l'examen de l'évolution du service de la dette dans le budget du Niger montre une tendance à la hausse des apports extérieurs dans le financement du déficit des budgets (Vourc'h, et al., 1992).

## **3- *Endettement et production échangeable***

(Berthélemy, 1994) fait une analyse de l'impact de l'endettement extérieur sur le système de production national et conclut qu' « *il ne suffit pas que l'épargne extérieure soit investie dans l'économie nationale pour que cela garantisse la capacité de remboursement à l'extérieur* ». Faut-il en plus que l'économie dispose, pour régler les charges de sa dette, de ressources suffisantes en devises. Pour ce faire, elle doit disposer d'une capacité de production importante en biens échangeables sur le marché international, qu'il s'agisse de biens d'exportation ou de substituts aux importations. Or les pays de l'UEMOA ont focalisé leurs exportations sur peu de produits : exportation du café-cacao en Côte d'Ivoire, de l'Uranium au Niger, etc.

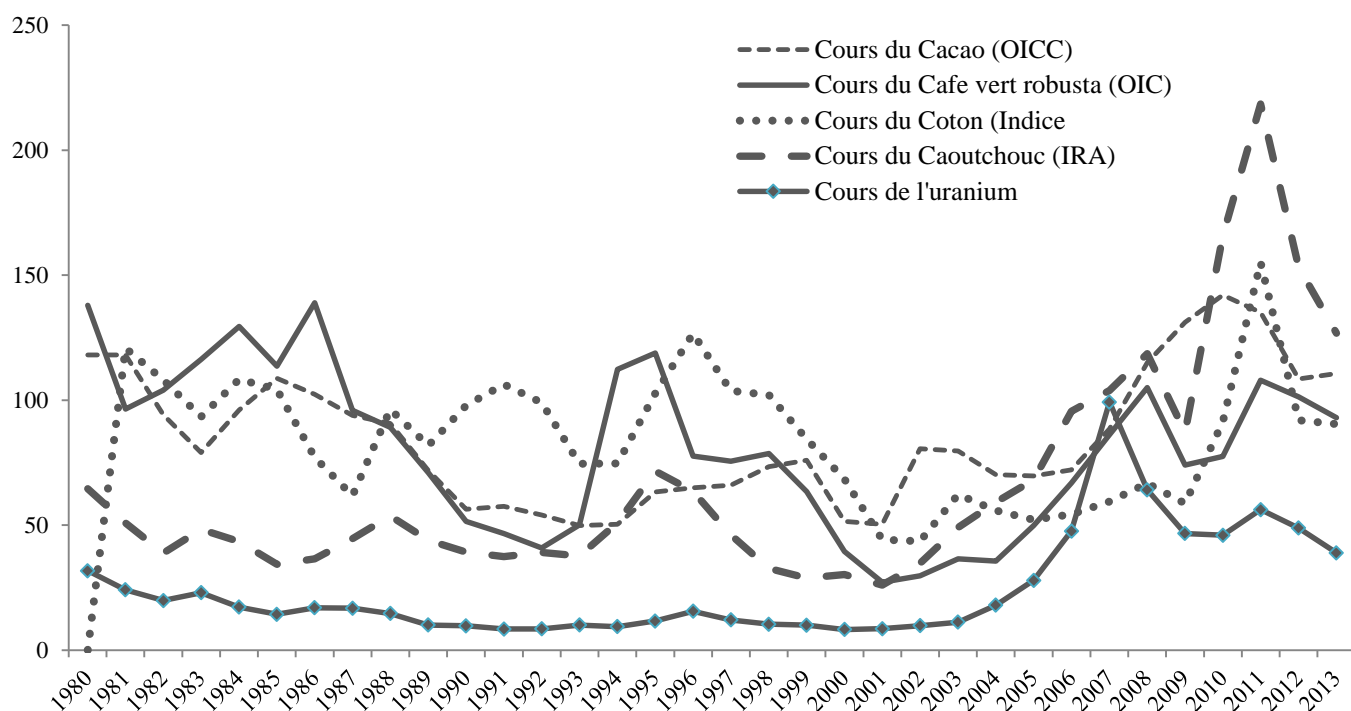
## **4- *Le mode d'accumulation et de développement adopté par les Etats de l'UEMOA dès les indépendances***

Ce modèle prend appui sur l'unique rente des matières premières. En effet, alors que l'agriculture était destinée à accroître les ressources en devises afin de permettre aux producteurs d'avoir des revenus monétaires, l'exploitation des matières premières, elle, visait l'obtention de devises nécessaires en grande partie aux importations. Concernant la Côte d'Ivoire, sa situation économique est florissante depuis les débuts de la colonisation jusqu'à la

fin des années 1970. En effet, dès le début des années 1960, ce pays a axé sa politique de développement sur l'expansion des exportations de matières premières et la substitution aux importations reposant sur quelques industries. Les stratégies mises en œuvre sont alors particulièrement adaptées aux contraintes extérieures et à l'environnement en général.

Cette orientation de la politique a favorisé le rattachement des systèmes productifs internes des différents pays à l'économie mondiale. Les changements de politique économique des pays industrialisés (forte hausse des taux d'intérêt et du dollar) et les retournements conjoncturels de la fin des années 1970 (chute des prix des matières premières entre 1980 et 1983 - voir figure 5 -) vont faire basculer les pays endettés dans une crise financière. A partir des années 1970, les Etats de l'UEMOA ont recours au financement extérieur pour faire face à l'amplification des déficits fiscaux et de la balance commerciale engendrée par les chocs extérieurs issus de ce modèle d'accumulation. L'endettement apparaît alors comme un produit du modèle de développement, traduisant ainsi un moyen d'ajustement et d'équilibre.

Figure 4 : Cours des matières premières de l'UEMOA en milliards de francs CFA de 1980 à 2013



Source : Données issues du site de la BCEAO. <http://edenpub.bceao.int/rapportPredefini.php>

En somme, l'évolution de la dette de l'ensemble des pays de l'UEMOA dans le temps montre que l'endettement a été causé davantage par des raisons qui émanent de problèmes d'allocation

et d'utilisation des ressources financière, que par un besoin réel de financement des transferts de l'investissement productif. La résultante est un ensemble d'augmentations successives et non nécessaires du montant de la dette.

#### **5- *le maintien des équilibres macroéconomiques internes et externes par l'utilisation du système financier international***

Face à leur besoin de financement grandissant suite à la baisse de leurs exportations et à l'augmentation de leurs importations, les Etats de l'UEMOA se retrouvent dans une situation de demandeurs sur le marché financier sur-liquide, face à des offreurs que sont les pétrodollars. En 1973, c'est le premier choc pétrolier, les prix du pétrole brut sont multipliés par quatre. Les énormes bénéfices réalisés par les pays de l'OPEP<sup>10</sup> (les pétrodollars) sont placés dans des banques internationales privées qui font fructifier cet argent en offrant aux pays du Sud des prêts colossaux. La Banque mondiale ne fait pas autrement. Cette conjoncture favorable encourage l'endettement et amène les pays emprunteurs à adopter des projets d'investissements vastes et coûteux. En analysant cette situation, (Kassé, 1992) note que les PED étaient des clients « artificiellement solvabilisés » par les industries des pays développés.

## **4 Evolutions de la dette et des finances dans l'UEMOA**

### **4.1 Evolution de la dette extérieure publique**

#### ***a) Stock de dette***

Les figures 6 et 7 donnent une fresque sur une période de trente ans (1971-2011), du stock de la dette de l'UEMOA respectivement en dollars et en francs CFA. Ces graphiques montrent bien qu'il est possible de distinguer trois phases dans l'évolution de l'endettement public extérieur total de l'Union :

➤ La première qui représente les années 1970 (de 1970 à 1980), où l'encours de la dette a connu une augmentation exponentielle mais représente tout de même moins de 50% du PIB ; le stock de dette se chiffre à 900 millions (soit moins d'un milliard) de dollars en 1971 pour l'ensemble de la zone UEMOA, pour atteindre huit milliards de dollars en fin 1981.

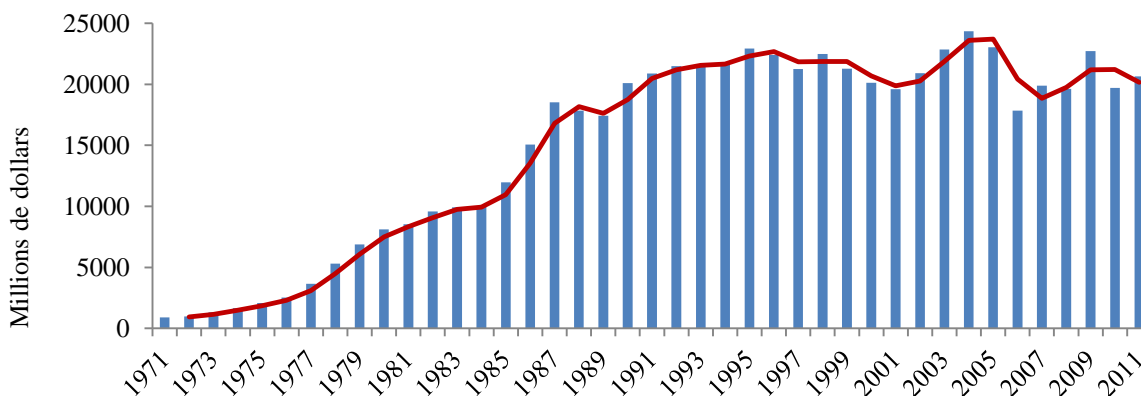
---

<sup>10</sup> Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

➤ La deuxième étape, qui va de 1982 à 1994, correspond à la cessation de paiement du Mexique et à la première demande de rééchelonnement de l'ensemble des pays de l'UEMOA. En effet, de 1991 à 1994, l'encours de la dette en UEMOA est plus ou moins proche de vingt milliards de dollars. La part de la dette dans le PIB de l'Union atteint un pic en 1994.

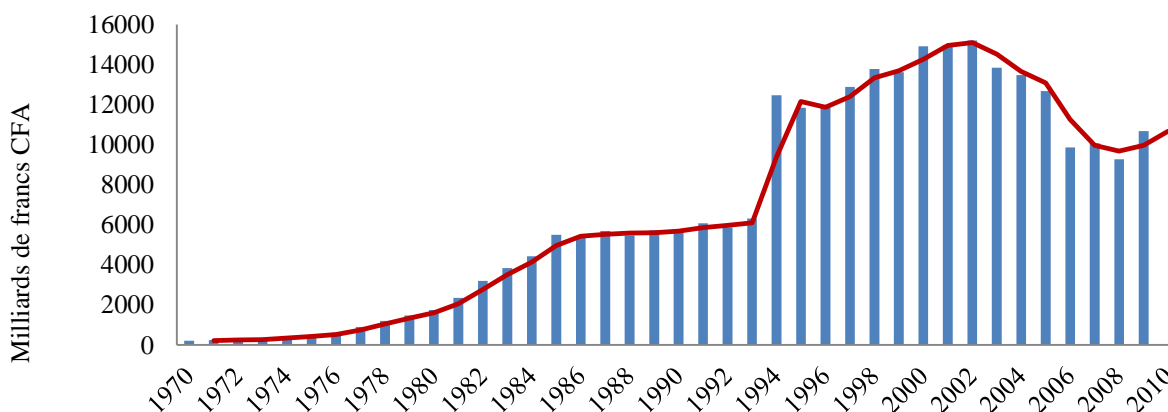
➤ La troisième phase de l'évolution de la dette de l'UEMOA correspond à une période de resserrement des contraintes financières. Avec le changement de la parité intervenue en 1994, la dette passait à 19,6 milliards en fin 2001 et 21,71 milliards de dollars américains en fin 1994 pour toute la zone, contre 21,61 milliards de dollars américains en 1993. Le stock de dette à l'air de se stabiliser, voire de baisser entre 1994 et 2001 mais, en termes de devise locale, elle est plus importante qu'avant la période de la dévaluation (figure 7).

Figure 5 : Evolution du stock de dette de l'UEMOA en dollars : 1971 – 2011



Source : Données issues du *Africa Development Indicators* 2013 de la Banque Mondiale<sup>11</sup>.

Figure 6 : Evolution du stock de dette de l'UEMOA en francs CFA : 1971 – 2009



Source : Données issues de la base de *Données Economiques et Financières* de la BCEAO<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Dans la base de données, "External debt stocks, public and publicly guaranteed (PPG) (DOD, current US\$)".

<sup>12</sup> Sur le site de la BCEAO, Encours dette publique et privée garantie de l'UEMOA, « ZZZFP3002A0FA ».



### *b) Indicateurs de dette*

D'autres indicateurs de dette nous permettent d'apprécier mieux la situation d'endettement de l'UEMOA.

La figure 8 représente l'évolution du ratio dette sur PIB de 1971 à 2011. En 1994, la dette représente 108,59% du PIB de l'UEMOA. C'est un niveau jusque-là jamais atteint. Ce pic atteint en 1994 et sûrement dû au réajustement du taux de change, a fait doubler le volume de l'encours de la dette dont le remboursement absorbe des ressources qui auraient pu être, au contraire, affectées à la lutte contre la pauvreté ou à la création d'infrastructures (tableau 2).

**Tableau 2 : Service de la dette publique en pourcentage des exportations de l'UEMOA : 74 – 2010**

	1970- 1975	1976- 1980	1981- 1985	1986- 1990	1991- 1995	1996- 2000	2001- 2005	2006- 2010
<i>BEN</i>	4,12	3,62	12,05	8,37	6,87	10,67	4,77	2,48
<i>BFA</i>	5,50	7,50	14,81	7,66	8,87	15,08	6,88	2,41
<i>CIV</i>	8,64	23,91	18,58	14,72	17,04	14,87	0,27	3,90
<i>MLI</i>	3,40	3,57	14,45	9,69	14,41	10,15	5,64	2,42
<i>NER</i>	4,71	6,05	16,37	3,15	4,33	6,03	4,36	1,40
<i>SEN</i>	5,68	26,33	11,42	13,72	13,74	13,18	5,21	4,29
<i>TGO</i>	9,46	6,64	22,94	8,63	3,03	3,23	0,97	2,44
<i>UEMOA</i>	5,93	11,09	15,80	9,42	9,75	10,46	4,02	2,76

Source : WDI 2012 de la Banque Mondiale sur la dette publique exprimée en pourcentage des exportations<sup>13</sup>.

Nous notons à partir de 1994 une tendance à la baisse du ratio dette sur PIB; celle-ci résulte sûrement de l'application des critères de convergence mis en œuvre depuis 1994 et fixant un plafond de 70% pour le ratio dette sur PIB nominal, et de l'initiative PPTE dont ont bénéficié les pays de la zone.

A la fin 2011, la dette publique représenterait 41,1% du PIB contre 42,9% à fin décembre 2010. En 2012, ce ratio était prévu à 37,3% mais ce taux a baissé davantage avec le bénéfice de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et de l'IADM (Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale) puisque la Côte d'Ivoire est parvenue au point d'achèvement des initiatives d'allègement de la dette le 26 juin 2012.

<sup>13</sup> Public and publicly guaranteed debt service (% of exports, excluding workers' remittances) (DT.TDS.DPPG.XP.ZS).

Par ailleurs, force est de constater une similitude dans les évolutions tendanciennes des séries de dette sur PIB des pays étudiés, ce qui nous laisse supposer que la dynamique de la dette dans les pays de l'UEMOA est assujettie aux mêmes contraintes structurelles.

Malgré les similitudes constatées au sujet de l'évolution des ratios de dette publiques sur PIB en zone UEMOA, les pays de l'union diffèrent les uns des autres par les montants de leur dette (par exemple, la Côte d'Ivoire a un stock qui atteint parfois le triple de celui des autres pays de l'Union) et l'implication de cette dette sur la croissance de l'économie.

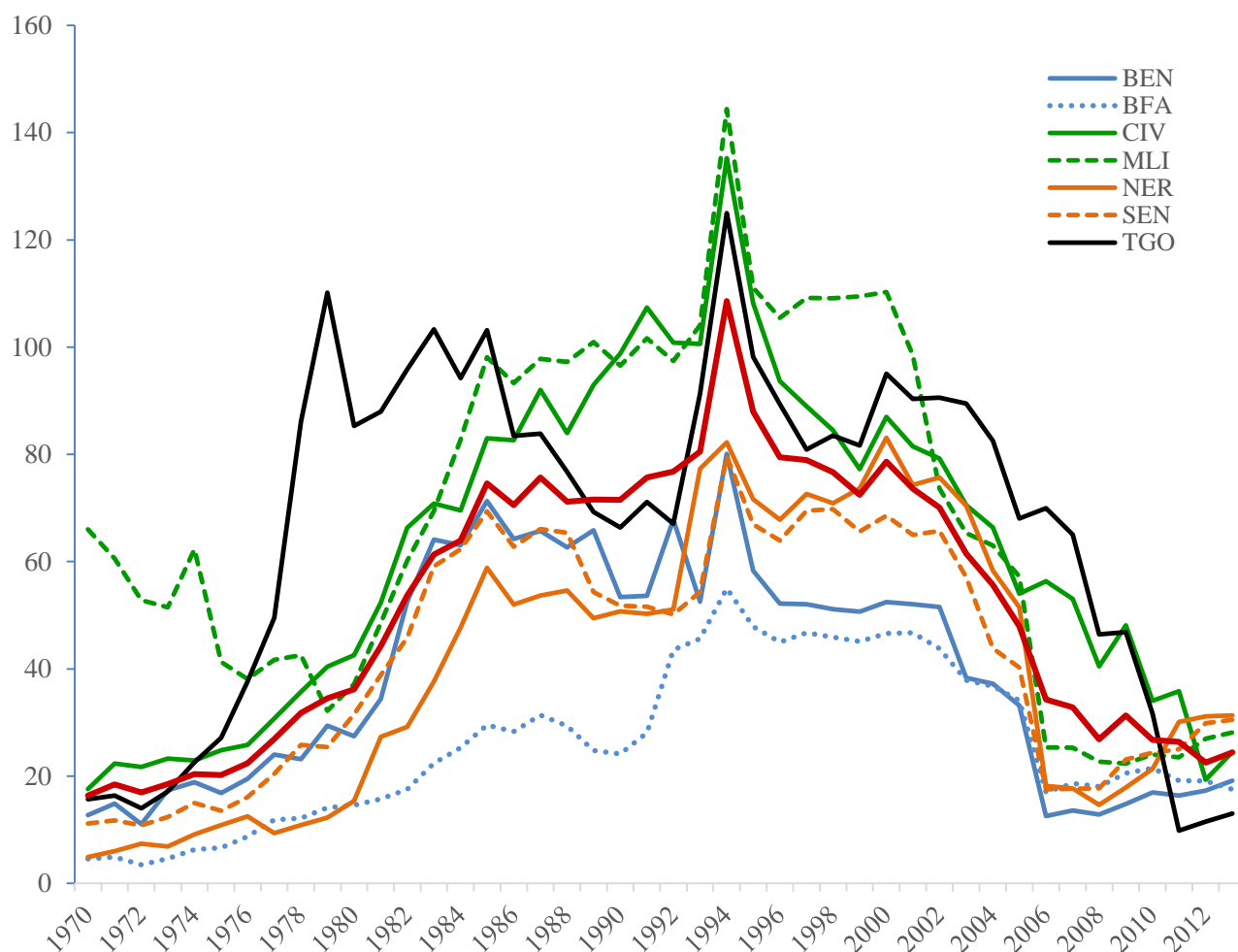
En observant la figure 8, nous pouvons distinguer deux groupes de pays au sein de l'Union :

- le groupe A constitué du Bénin, du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal. Les courbes de tendance de l'évolution du ratio de dette sur PIB pour ce groupe de pays se situent en dessous de la moyenne de l'Union, sur la période 1971-2011 ;
- le groupe B représenté par la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo. Pour ces pays, le ratio d'endettement évolue de façon exponentielle par rapport à la moyenne de l'Union. Ce constat implique qu'il y a davantage d'efforts à fournir pour assainir les finances publiques de ces trois pays.

Fin 2011, le ratio de l'encours (hors arriérés) de la dette extérieure sur le PIB de l'UEMOA s'établit à 26,98% ; par pays il ressort à 16,32% au Bénin, 19,78 % au Burkina, 23,16% au Mali, 18,29% au Niger, 25,24% au Sénégal et 10,49 % au Togo. Il est beaucoup plus élevé en Côte d'Ivoire (qui était alors le seul pays de l'Union à n'avoir pas atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE) : 43,0%.

Fin 2013, le ratio de dette extérieure sur PIB de l'Union est de 24,43% avec 19,17% au Bénin, 17,54% au Burkina, 28,13% au Mali, 31,30% au Niger, 30,52% au Sénégal et 12,98% au Togo. Il est beaucoup moins élevé en Côte d'Ivoire : 24,46 %. Par rapport à 2011, c'est le seul pays qui a considérablement diminué le poids de la dette dans son PIB.

Figure 7 : Représentation de l'endettement extérieur des administrations publiques en pourcentage du PIB sur la période 1970-2013 de l'UEMOA



Source : Données issues du *Africa Development Indicators* 2013 de la Banque Mondiale<sup>14</sup>.

## 4.2 Composition de la dette extérieure de l'UEMOA

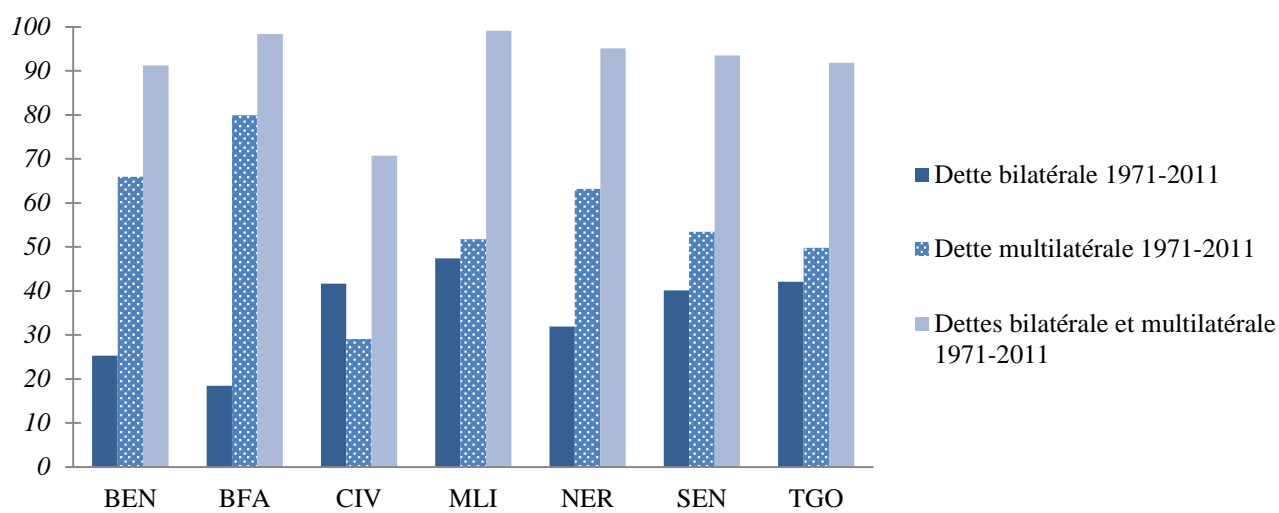
### a) Une dette publique extérieure majoritairement multilatérale

La figure 9 présente les moyennes de dettes bilatérale et multilatérale en pourcentage de la dette extérieure publique totale des pays de l'UEMOA, de 1971 à 2011. Comme le montre cette figure, l'essentiel de l'encours de la dette extérieure moyenne des pays de l'UEMOA est dû aux organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale,...). En effet, la dette bilatérale de ces pays, aussi importante soit-elle, se situe de façon générale à un niveau moindre que celui de la dette multilatérale, excepté le cas de la Côte d'Ivoire. Ce dernier pays, en raison des liens particuliers

<sup>14</sup> Dette sur PIB à partir des données dans la base ; Dette : « *External debt stocks, public and publicly guaranteed* (PPG) (DOD, current US\$) » et PIB « *GDP* (current US\$) ».

entretenus avec certains pays occidentaux, notamment la France, a une dette bilatérale qui excède en moyenne sa dette multilatérale. Par ailleurs, en dehors de la Côte d'Ivoire qui présente un taux de 70%, tous les pays de l'Union ont un minimum de 90% de leur dette extérieure publique qui est à caractère multilatéral et/ou bilatéral. Ce qui sous-entend que sur la période 1971-2011, 30% de la dette extérieure publique ivoirienne sont dus à des opérateurs privés.

Figure 8 : Moyennes, sur la période 1971-2011, de dettes bilatérale et multilatérale en pourcentage de la dette extérieure publique des pays de l'UEMOA



Source : Données issues du *Africa Development Indicators* 2013 de la Banque Mondiale<sup>15</sup>.

### ***b) Une dette publique envers le privé non négligeable***

Selon la Banque Mondiale, le stock total de dette (à court terme et long terme) de l'UEMOA de 1971 à 2011 se décomposerait suivant le tableau 3. Ce tableau représenté à la figure 10 nous montre que la dette publique de l'UEMOA a plus que tripé entre 1975 et 1990. Cela se traduit, entre autres, par la dette fulgurante des Etats auprès de secteurs privés, qui non seulement passe de 465,4 millions de dollars à 2,7 milliards de dollars US entre fin 1975 et fin 1980, mais croît davantage pour atteindre la moyenne de 4,2 milliards à la fin 1985. Quoique légèrement en baisse par rapport au quinquennat précédent, la dette auprès du secteur privé a persisté entre 1986 et 1990. Ce crédit de l'UEMOA dû au privé est dominé (comme précédemment dit) par l'Etat ivoirien suivi de très loin par les autres Pays.

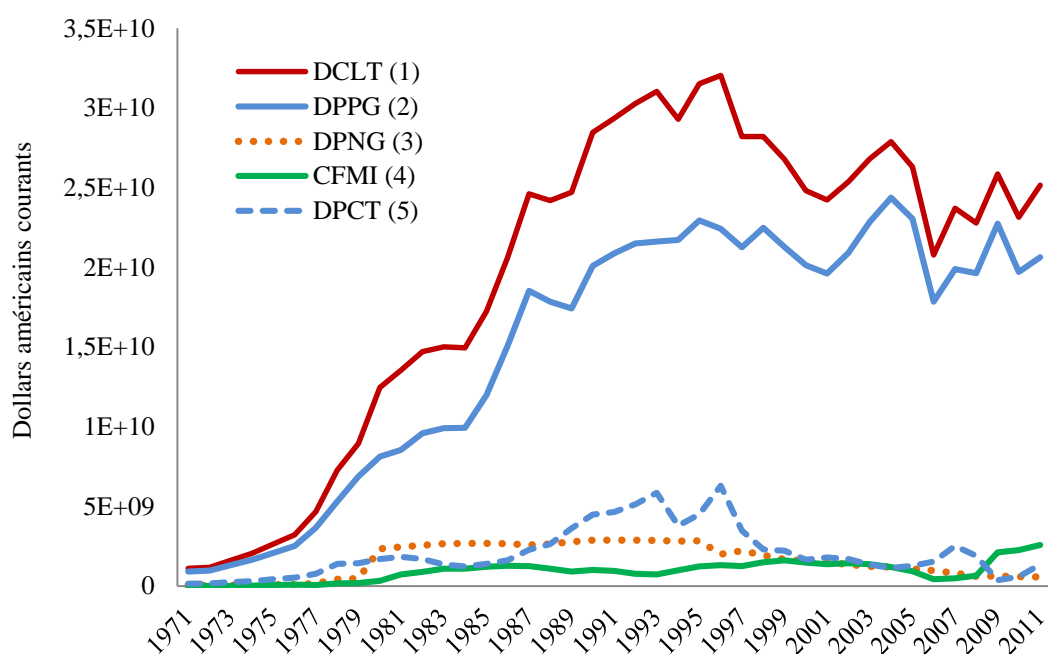
<sup>15</sup> Dette bilatérale - PPG, bilateral (DOD, current US\$) (DT.DOD.BLAT.CD) - ; dette multilatérale - PPG, multilateral (DOD, current US\$) (DT.DOD.MLAT.CD).

**Tableau 3 : Composition du stock de la dette totale de l'UEMOA sur la période 1971-2011.**

En millions de dollars (US\$) courants	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011
(1) Stock de Dette totale (CT et LT)	1718,31	7308,69	15090,76	24520,96	30295,02	28010,75	26117,91	23251,11	25156,50
(2) Encours dette publique et privée garantie (LT)	1380,19	5291,68	9989,49	17789,95	21727,77	21513,01	22154,20	19961,09	20642,44
(dont Dette envers les privés)	461,40	2690,93	4206,39	3843,69	2821,38	2506,28	2394,03	2050,78	649,39
(3) Dette privée non garantie (LT)	53,86	692,76	2600,04	2705,06	2851,70	1877,80	1267,53	719,90	573,02
(4) Recours aux crédits du FMI	21,56	164,05	1002,42	1102,00	935,35	1430,22	1254,81	1189,45	2584,21
(5) Dette à court terme	262,71	1160,20	1498,80	2923,94	4780,21	3189,72	1441,37	1380,67	1356,84

Source : Données issues du « *Africa Development Indicators* » de la Banque Mondiale. (1) = (2) + (3) + (4) + (5).

**Figure 9 : Composition du stock de la dette totale de l'UEMOA sur la période 1971-2011.**



Source : Données issues du « *World Development Indicators* » 2013 de la Banque Mondiale.

### 4.3 Situation des finances publiques de l'UEMOA : 1970-2012

Quel que soit l'indicateur retenu, l'UEMOA des années 1980 se caractérise par une forte dégradation de sa situation financière (tableau 4), ce qui explique l'importance ultérieure de l'objectif d'ajustement structurel. La situation s'améliore dans la première moitié des années 1990 et particulièrement en 1994 avant la mise en place de l'union monétaire. La réduction des déficits continue après 1994 (date de dévaluation du franc CFA), du fait du montant des dépenses qui nécessitent plus de devises locales. Entre 1994 et 1995, l'effort budgétaire s'impose donc davantage à l'UEMOA avant de se relâcher en 2001 (figures 12 à 18), avec l'application de l'initiative PPTE dans certains pays de l'Union.

**Tableau 4 : Tableau des soldes financiers de l'UEMOA (Milliards de francs CFA courants) : 1970-2012.**

	1970- 1974	1975- 1979	1980- 1984	1985- 1989	1990- 1994	1995- 1999	2000- 2004	2005- 2009	2010- 2013
Recettes totales et dons	223,92	768,18	1286,66	1643,40	1282,76	2972,62	3754,56	6158,57	8273,71
<b>•Taux de croissance RT sur la période (%)</b>	<b>64,49</b>	<b>155,23</b>	<b>44,59</b>	<b>-13,93</b>	<b>-52,13</b>	<b>31,07</b>	<b>32,80</b>	<b>51,60</b>	<b>39,37</b>
Recettes totales hors dons	222,02	735,00	1174,72	1492,98	1069,60	2520,88	3287,60	nd	nd
Recettes courantes	240,97	773,02	1254,76	1341,12	1449,66	2637,18	3482,5	5296,14	7055,95
Dépenses totales et prêts nets	240,08	876,18	1700,00	2051,88	1634,14	3442,98	4176,36	6455,42	9553,27
<b>•Taux de croissance GT sur la période (%)</b>	<b>69,03</b>	<b>199,77</b>	<b>21,77</b>	<b>16,41</b>	<b>-80,57</b>	<b>0,59</b>	<b>33,84</b>	<b>49,05</b>	<b>40,08</b>
Dépenses totales	240,08	811,36	1681,26	2049,60	1642,92	3432,52	4167,80	6418,80	9504,36
Dépenses courantes	200,20	255,76	1158,82	1505,66	1492,86	2274,86	3042,42	4700,26	6314,50
Arriérés sur intérêts	0,03	509,91	20,98	65,32	-108,18	-69,7	18,82	-26,78	-41,35
<i>Solde Budgétaire global (hors dons)</i>	-18,08	-141,18	-525,28	-558,90	-564,54	-922,10	-888,78	-1521,14	-2323,74
<i>Solde base engagements (avec dons)</i>	-16,18	-108,00	-413,34	-408,48	-351,38	-470,34	-421,84	-296,86	-1279,57
<i>Solde Base caisse</i>	-16,18	-103,70	-364,96	-376,66	-395,14	-553,50	-448,02	-300,72	-1333,25

Source : Données issues du site de la BCEAO. <http://edenpub.bceao.int/rapportPredefini.php>

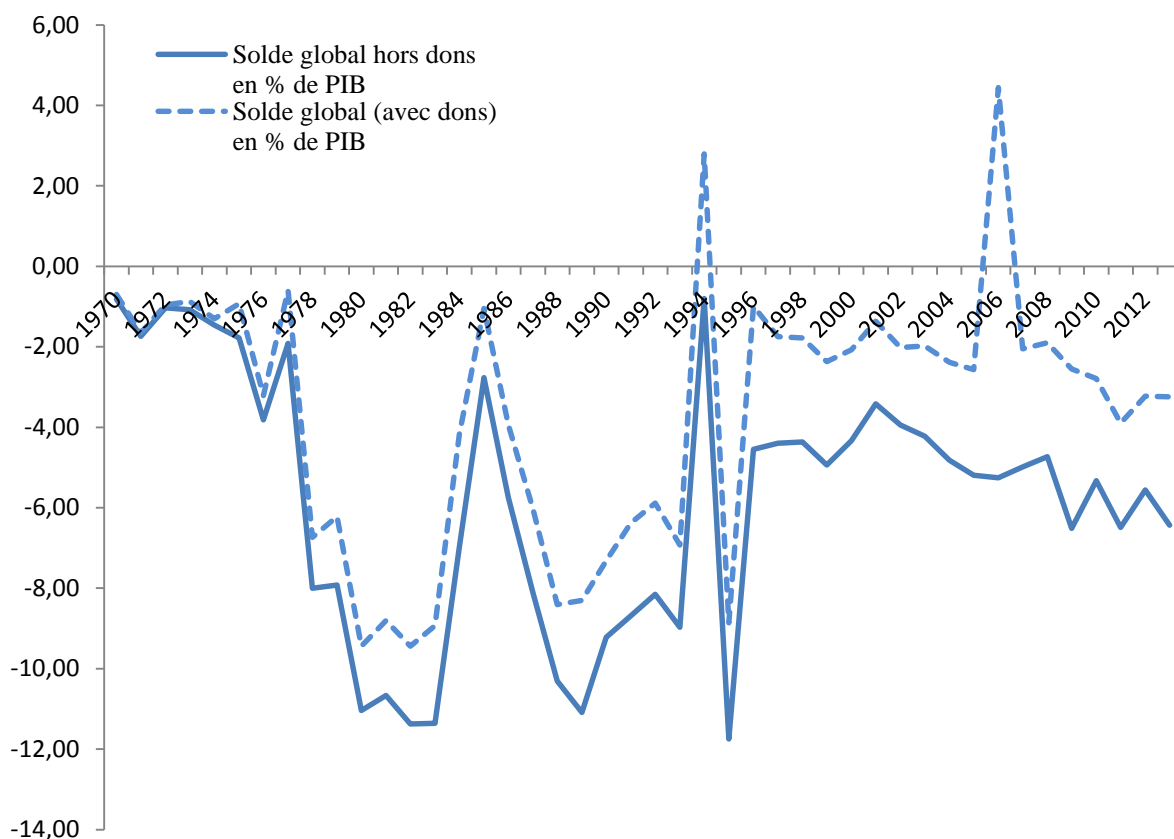
Solde budgétaire global = Recettes totales (hors dons) – Dépenses totales.

Solde (base engagements) = recettes totales (y compris dons) – dépenses totales.

Solde (base caisse) = Solde (base engagements) + arriérés sur intérêts.

D'après le tableau 4, sur toute l'étendue de la période considérée (1971-20012), le taux de progression moyenne des recettes totales et dons est supérieur à celui des dépenses totales de l'UEMOA. Cependant, nous constatons depuis 1990 un effort d'assainissement des finances publiques. En effet, les quintiles 1990-1994 et 1995-1999 enregistrent des taux largement plus élevés pour les recettes par rapport aux dépenses. Cela se traduit sur la progression du solde budgétaire de l'Union (figure 11). Par ailleurs, d'un solde budgétaire global égal à -6,93% du PIB en 1993, l'Union passe à un solde de 2,79% du PIB en 1994, pour virer en 1995 à un solde global de -8,86%. Aussi, l'Union présente-t-elle des soldes structurellement déficitaires, en raison principalement de l'insuffisance des recettes d'exportation pour assurer la couverture des importations de biens et services.

Figure 10 : Evolution du Solde budgétaire global (avec dons et hors dons) de l'UEMOA en pourcentage du PIB: 1970-2012.



Source : Données issues du site de la BCEAO. <http://edenpub.bceao.int/rapportPredefini.php>

Figure 11 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Bénin : 1980-2012\*

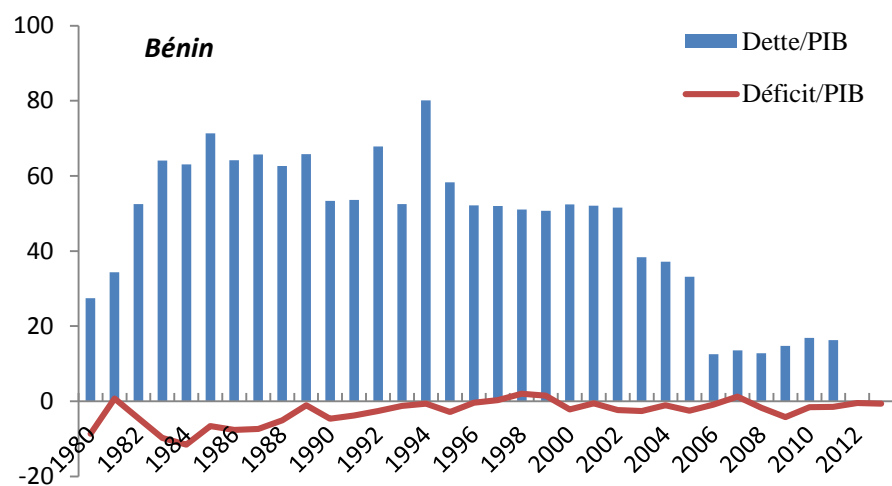


Figure 13 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB en Côte d'Ivoire : 1980-2012\*

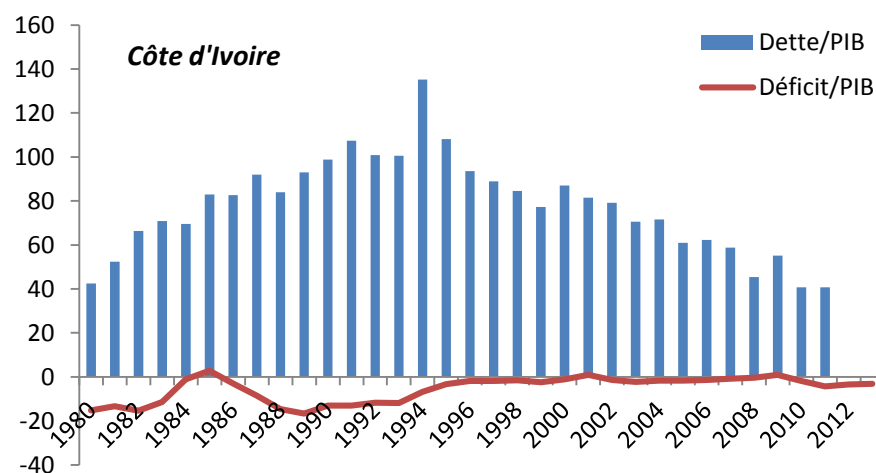


Figure 12 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Burkina-Faso : 1980-2012\*

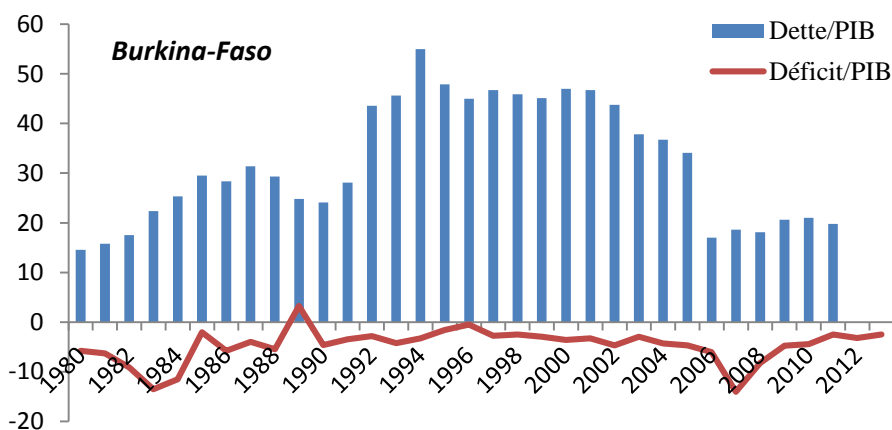


Figure 14 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Mali : 1980-2012\*

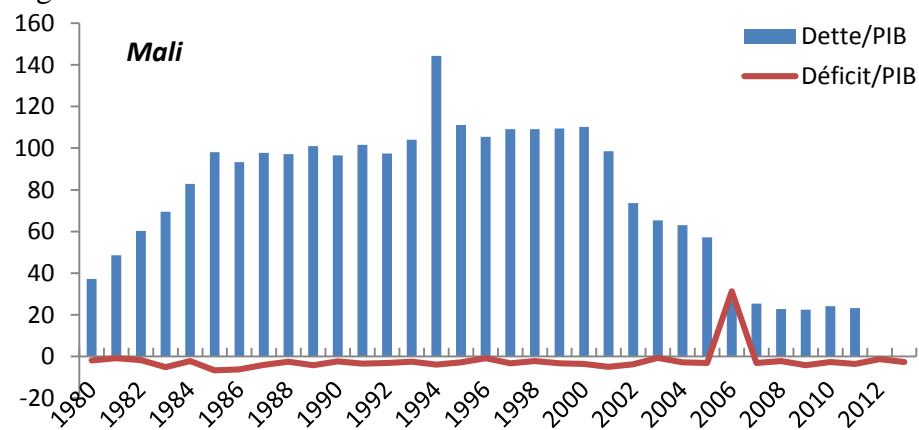




Figure 15 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Niger : 1980-2012\*

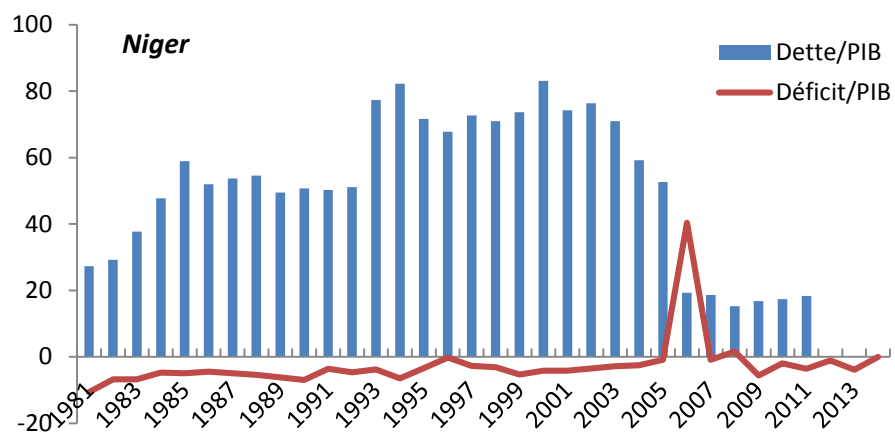
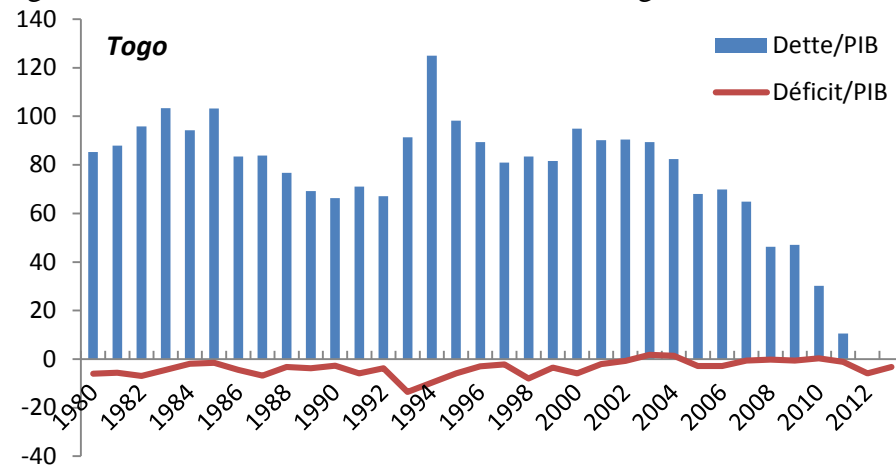


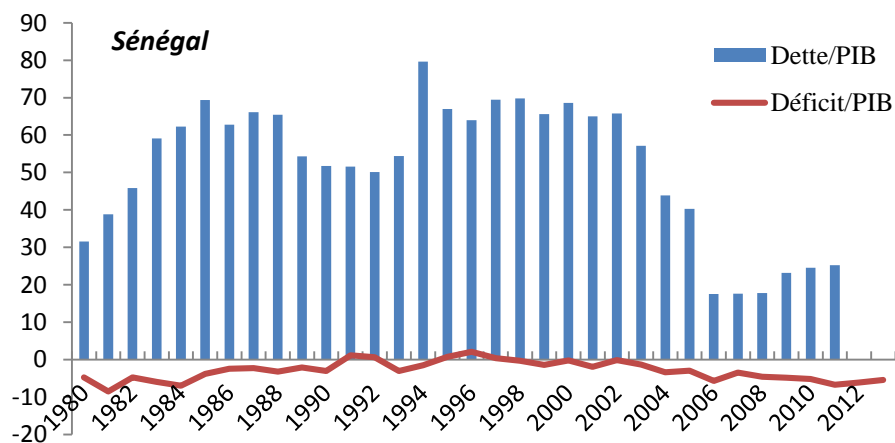
Figure 17 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Togo : 1980-2012\*



\*Source : Données issues du site de la BCEAO.

<http://edenpub.bceao.int/rapportPredefini.php>

Figure 16 : Dette sur PIB et Déficit sur PIB au Sénégal : 1980-2012\*



Somme toute, La dette externe des PED n'est pas seulement un problème financier. Dans la plupart des cas, elle a été créée dans des conditions et selon des intérêts qui étaient celles et ceux des capitalistes dominants dans les pays du Nord et/ou du Sud.

L'octroi massif de prêts entraîna des risques majeurs de défaillance, comme avec le Mexique, qui fut le premier pays à annoncer, en 1982, qu'il n'était plus en mesure de rembourser - situation qui précipita ce que l'on nomme aujourd'hui la « crise de la dette ». Face à l'éventualité de perdre les fonds investis, les créanciers proposèrent de nombreuses solutions.

## Conclusion

Le problème de la dette a donné lieu à des discussions, chaque année depuis 1974, lors des sommets du G7 qui réunit les sept pays les plus riches (Allemagne, Italie, Canada, Japon, Etats-Unis, France, Grande Bretagne), afin d'analyser et de résoudre les politiques économiques et monétaire qui prévalent à travers les pays les PED et PMA.

L'importance de la dette et la récurrence des chocs affectant la zone UEMOA constituent de puissants freins à son développement économique et imposent incontestablement une réflexion opérationnelle sur la question de la soutenabilité de la dette ; d'où l'instauration des PAS et des initiatives récentes de réduction de la dette.

Aujourd'hui, avec l'adoption des initiatives PPTE et IADM, dans la plupart des PED, les systèmes de gestion de la dette se sont améliorés mais d'importantes lacunes demeurent. De nombreux pays ont entrepris de coordonner l'action des grands organismes publics concernant la gestion de la dette et les politiques macro-économiques. Cependant, si la majorité des pays s'est dotée d'une unité de gestion de la dette et d'un système d'enregistrement de la dette, les capacités d'analyse et l'échange d'informations entre les différents organismes publics chargés de contracter des emprunts mériteraient d'être renforcés.

## Bibliographie

- Arnaud Pascal et Reisser Didier** La dette du Tiers Monde [Article] // Politique étrangère. - Paris : [s.n.], 1984. - 4 : Vol. 49. - pp. 966-968.
- Berthélemy Jean-Claude** L'endettement du Tiers Monde [Ouvrage] / éd. France Presses universitaires de. - Paris : Que sais-je ? : le point des connaissances actuelles, 1994. - 2e : p. 127.
- Dambisa Moyo** L'aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique [Ouvrage] / éd. Lattès Jean-Claude / trad. Zavriew André. - Paris : Broché, 2009. - p. 252. - ISBN-13: 978-2709633604.
- D'Arvisenet Philippe** La gestion de la dette: des restructurations à la mise en oeuvre du plan Brady [Article] // Analyses de la Société d'Etudes et de Documentations Economiques, Industrielles et Sociales (SEDEIS). - septembre 1989. - 9.
- Di Maio Sebastien [et al.]** Les relations entre Pays du Nord et du Sud [En ligne]. - 24 juin 2012. - <http://www.emse.fr/site/publications/relations-nord-sud.pdf>.
- Kassé Moustapha** Endettement et politique économique en Afrique de l'Ouest [Ouvrage]. - Dakar : NEAS-CREA, 1992.
- Kessler Véronique** La dette du Tiers Monde: 1970 - 1990 [Article] // Revue d'économie financière. - 1990. - Le financement de l'économie mondiale : l'expérience historique.. - 14. - pp. 157-199.
- Keynes John M.** The German transfer problem [Article] // Economic journal. - 1929. - 39. - pp. 1-7.
- Klein Thomas Martin** External Debt Management: An Introduction [Article] // World Bank Publications 230 pages. - Washington, D.C. : The World Bank, 1 janvier 1994. - 245 : Vol. 23. - p. 230. - ISSN 0253-7494.
- Léontief Wassily** Stackelberg on Monopolistic Competition [Article] // Journal of Political Economy. - [s.l.] : University of Chicago Press, 1936. - Vol. 44. - p. 554.
- Patillo Catherine et Poirson Hélène et Ricci, Luca Antonio** External debt and growth [Article] // Review of Economics and Institutions. - octobre 2011. - 3 : Vol. 2. - p. 30.
- Séka Pierre-Roche** Le désengagement de l'Etat dans le processus de la relance économique : une approche par « l'économie de l'offre » [Article] // Cahiers Ivoiriens de Recherche Economique et Sociale. - [s.l.] : CIRES, juin 1992. - pp. 121-132.
- Vourc'h Ann et Moussa Maïma Boukar** L'Expérience de l'allègement de la dette du Niger [Rapport] : Document de travail N° 82. - Paris : Centre de développement de l'OCDE, 1992. - p. 31.